

DALOA, N° 326 du 11/12/2002
**A.U. RECOUVREMENT DES CREANCES : art. 61, alin. 1^{er} et 69 – SAISIE-
CONSERVATOIRE PRATIQUEE SANS TITRE EXECUTOIRE – NECESSITE
D'OBTENTION ULTERIEURE DU TITRE EXECUTOIRE**

COUR D'APPEL DE DALOA
PREMIERE CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE
ARRET CIVIL CONTRADICTOIRE N°326/02 DU 11 DECEMBRE 2002
N°173/01 DU R.G

OBJET: APPEL CONTRE LE JUGEMENT N°12/01 DU 17/01/2001 DE LA SECTION DE TRIBUNAL DE SASSANDRA.

AUDIENCE DU 11 DECEMBRE 2002

COMPOSITION DE LA COUR

PRESIDENT: MONSIEUR YAPI N'KONOND AUGUSTE-ROGER, PREMIER PRESIDENT,

CONSEILLERS: MESSIEURS ZINGBE POU ET ZAROU PREGNON,

AVOCAT GENERAL: MONSIEUR OKOUBY YAO AUGUSTIN,

GREFFIER: MAITRE KAKOU AKE SERGE.

LES PARTIES

APPELANTS:

1/- CASTIGLIONI HENRI JEAN MARC, né le 30 novembre 1934 à Abidjan, de nationalité ivoirienne, commerçant, demeurant à SAN-PEDRO, quartier zone industrielle, B.P. 371 SAN-PREDO,

2/- MADAME CASTIGLIONI née SEGUIN CHRISTIANE, née le 16 septembre 1934 à Paris, de nationalité ivoirienne, commerçante demeurant à SAN-PEDRO, quartier Zone industrielle,

Ayant pour conseil Maître AGNES OUANGUI demeurant au 24, boulevard GLOZEL, immeuble SIPL 5^{ème} étage, 01 BP.1306 ABIDJAN 01, Avocats à la Cour ;

INTIME: BROU GUSTAVE, né le 03 octobre 1929 à ABOBO, questeur au Conseil économique est Social, de nationalité ivoirienne, demeurant à ABIDJAN, assisté de la SCPA DADIE- SANGARET et associés, Avocats à ABIDJAN, demeurant rue LECOEUR, immeuble ALLIANCE B (PARIBAS), 04 B.P 1147 ABIDJAN 04, TEL :20-22-57-63, ses conseils.

LA COUR

Vu les pièces du dossier de la procédure ;

Vu les arrêts avant dire droit N°389 du 07 novembre 2001 et 57 du 20 février 2002 de la cour d'appel de ce siège ;

Vu les conclusions des parties et du Ministère Public ;

Ensemble l'exposé des faits, procédure, prétentions et moyens des parties et motifs ci-après ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Considérant que les faits, procédure, prétentions et moyens des parties résultent de l'arrêt avant- dire- droit N°57 en date du 20 février 2002 par lequel la cour d'Appel de ce siège après s'être rapportée à son arrêt avant- dire -droit N°389 rendu le 07 novembre 2001 aux termes duquel elle a déclaré recevable l'appel de ce siège après s'en être rapportée à son arrêt avant- dire- droit N° 389 rendu le 07 novembre 2001 aux termes duquel elle a déclaré recevable l'appel interjeté par les époux CASTIGLIONI contre le jugement civil contradictoire N°12 du 17 janvier 2001 de la section de Tribunal de SASSANDRA, a ordonné la mise en été du dossier de la procédure ; que le conseiller commis à cette tâche a accompli sa mission au cours

de laquelle les époux CASTIGLIONI ont pour l'essentiel soutenu que non seulement ils ne restent rien devoir à BROU GUSTAVE mais encore si la créance de celui-ci existait à leur encontre, la preuve n'est pas rapportée de ce que son recouvrement était en péril ; tandis que l'intimé a déclaré par l'organe de Maître Yao Koffi, Avocat à la cour son conseil que sa créance s'évalue à la somme de 1199.821.500F ;

Que le Ministère public a conclu à l'irrecevabilité de l'action de BROU GUSTAVE ;

MOTIFS

EN LA FORME

Considérant que suivant arrêt avant- dire- droit N° 389 du 07 novembre 2001, la cour d'appel de céans a déjà déclaré recevable l'appel relevé par les époux CASTIGLIONI ; qu'il y a lieu de s'en rapporter ;

AU FOND

Considérant que suivant procès-verbal du 29 juin 1999 de Maître ALI OUATTARA, Huissier de justice à SASSANDRA, Monsieur Brou GUSTAVE a pratiqué saisie conservatoire sur les biens meubles appartenant aux époux CASTIGLIONI et par le même acte, les a assignés en validation de ladite saisie devant la Section Tribunal de SASSANDRA ;

Considérant qu'aux termes de l'article 09 du traité OHADA, "les actes uniformes entrent en vigueur quatre-vingt dix jours après leur adoption sauf modalités particulières d'entrée en vigueur prévues par l'acte uniforme lui-même. Ils sont opposables trente jours francs après leur publication au journal Officiel de l'OHADA. Ils sont également publiés au journal Officiel des Etats Parties ou par tout autre moyen approprié" ;

Que l'article 10 dudit traité énoncé : "les actes uniformes sont directement applicables et obligatoires dans les Etats Parties nonobstant toute disposition contraire de droit interne, antérieure ou postérieure" ;

Considérant qu'entré en vigueur conformément à l'article 09 précité, l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution publié au journal Officiel N°06 du 1^{er} juillet 1998 de l'OHADA est opposable depuis le 1^{er} août 1998 et ses dispositions ont d'ailleurs été amplement reproduites par l'huissier instrumentaire dans le procès-verbal de saisie conservatoire du 29 juin 1999 ;

Considérant que conformément aux articles 61 alinéas 01 et 69 dudit acte, dans le cas où la saisie conservatoire n'a pas été pratiquée avec un titre exécutoire comme dans le cas d'espèce, le créancier doit, dans le mois qui suit ladite saisie, à peine de caducité, introduire une procédure ou accomplir les formalités nécessaires à l'obtention d'un titre exécutoire et muni de ce titre constant l'existence de sa créance, il signifie au débiteur un acte de conversion de la saisie conservatoire en saisie-vente ou la conservation elle-même dans l'acte de signification du titre exécutoire ;

Considérant que cette procédure n'a pas été suivie par BROU GUSTAVE alors que celle par lui utilisée n'a plus cours dans l'ordonnancement juridique ivoirien en vertu des dispositions de l'article 10 précité du traité OHADA ;

Considérant que dans ces conditions, la procédure de validation de la saisie conservatoire doit être déclarée nulle ;

Considérant que le premier juge n'a pas statué dans ce sens ; qu'il y a lieu d'infirmer le jugement entrepris ;

Considérant que BROU GUSTAVE succombe ; qu'il convient de le condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

EN LA FORME

S'en rapporte à l'arrêt avant- dire- droit N°389/01 du 07 novembre 2001 par lequel la Cour d'appel de céans a déjà déclaré recevable l'appel des époux CASTIGLIONI ;

AU FOND

Déclare ledit appel bien fondé ;

Infirme en conséquence le jugement civil contradictoire N°12/01 rendu le 17 janvier 2001 par la Section de Tribunal de SASSANDRA ;

Statuant à nouveau,

Déclarer nulle la procédure de validation de saisie conservatoire initié par BROU GUSTAVE ;

Le condamne aux dépens.

PRONONCE PUBLIQUEMENT PAR LE PRESIDENT DE CHAMBRE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

LEQUEL PRESIDENT A SIGNE LA MINUTE AVEC LE GREFFIER.